



LE 2 JUIN
JOURNEE DE GREVE ET D'ACTION !
RASSEMBLEMENT A EVREUX
RUE JOSEPHINE A 9H15

Dans le cadre **d'une journée nationale d'actions à la DGFIP**, les syndicats Solidaires Finances Publiques 27 et CGT Finances Publiques 27 appellent les agents à **la grève le 2 juin** prochain jour du **Comité Technique**, dont le point essentiel à l'ordre du jour concerne l'Adaptation des Structures et du Réseau (ASR) dans l'Eure.

De plus, dans **une communication** digne de la meilleure des propagandes, **notre Directeur Général** s'est exprimé il y a quelques jours sur ULYSSE. Ainsi, après avoir admis que les charges de la DGFIP augmentent (!), que ses moyens humains et budgétaires diminuent, et que de toute façon on ne peut rien y faire... (sic.), la conclusion est claire :

L'Age d'or de la DGFIP est révolu...Et par conséquent, celle ci doit s'adapter *quelles qu'en soient les conséquences sur les agents, sur les services et sur le public !*

Ainsi sont très clairement exprimés :

- Une réduction du service public par la fermeture des structures « non viables » (Après 35000 suppressions d'emplois, quelle surprise...),
- L'ouverture des fichiers DGFIP aux entreprises privées,
- Un développement délirant du numérique (Centres de contact, dématérialisation, suppression totale du numéraire...) envisagé comme une solution et un remède à tous les problèmes d'accueil et de réception,
- Accélération de la remise en cause des règles de gestion actuelle, vues comme un frein au bon fonctionnement des services (Les milliers de postes vacants, eux ne posent pas de problème...)

Rappelons que, dès cette année, le démantèlement des règles de gestion a commencé !!

- Diminution du nombre de RAN autorisées par la Direction Générale ;
- Blocage 3 ans des nouveaux agents C, ALD RAN ;
- Réduction du nombre de missions/structures pour les agents B ;
- Suppression des mouvements complémentaires au 1er mars pour les cadres A et B ;
- Augmentation du nombre d'agents dans les équipes EDR par prélèvement dans les services ;
- Augmentation du nombre d'agents ALD, volonté de la DG de recréer des postes à profil et/ou à avis.

Au niveau local, un projet déstructurant lourd de conséquences pour l'avenir...

- **Transfert des missions fiscales des trésoreries mixtes** (Beaumont le Roger-Gaillon-Beuzeville- Pont de l'Arche- Iton- Ecos Tourny) vers les SIP de rattachement entraînant de facto une charge supplémentaire pour les SIP car aucun transfert d'emplois n'est prévu.
- **Fusion de SPF** : celui de Bernay transféré à Pont Audemer et celui des Andelys à Louviers
- **Création d'un SPF-Enregistrement sur Evreux** : **Suppression du pôle enregistrement de Louviers**, avec à terme , une polyvalence de tous les agents inévitable (les applications informatiques le permettant)
- **Destruction des SIP-SIE** : 1ère étape, la mission du SIE des Andelys serait transférée au SIE de Louviers.
- **Après la création du PELP, celle du PTGC sur Evreux** : **disparition entérinée des CDIF** de Pont Audemer-Bernay-Louviers-Les Andelys

Il est évident que si cette année les fermetures de structures sont limitées, nul besoin d'être « Mme Irma » pour voir que l'avenir ne s'annonce pas serein...

S'ajoute à cela le contexte inter professionnel :

Loi « Travail » : un enjeu pour le public et le privé

Attaques contre le Code du travail, attaques contre le statut de la Fonction Publique par le protocole PPCR, dans ce contexte on aurait tort de croire que les solutions peuvent être trouvées de manière individuelle.

Exemple : la loi « El Khomri » vise le temps de travail des salariés du privé par la possibilité de son allongement. Ainsi, les **35 Heures hebdomadaires pourraient être remises en cause**. Dès lors, comment résisterait le secteur public si le privé était touché par cette loi. **Une étude remise au Premier Ministre affirme qu'en moyenne, les agents des administrations travaillent 15 journées de moins par an que les salariés du privé !** (article du Nouvel Observateur du 25/05/2016)

Ces attaques contre les salariés du privé et du public ne sont la conséquence que d'une seule et même politique : celle qui cherche toujours à **affaiblir** les garanties collectives, le **Code du travail** pour le privé et le statut pour la fonction publique.

**Le maintien du réseau de la DGFiP de proximité dans l'Eure
L'arrêt des suppressions d'emplois
Retrait du projet des restructurations
Le respect du statut des fonctionnaires
et des règles de gestion issues de la fusion
L'abandon du PPCR
Le retrait du projet de loi « Travail »**

**TOUS ENSEMBLE EN GRÈVE,
RASSEMBLEMENT AU CHÂTEAU LE 2 JUIN !!!**